

# Médecine de proximité: soignons le dialogue!

**SANTÉ • Liliane Maury Pasquier prend la défense de la médecine générale, qui soigne la personne dans sa totalité, et appelle à ne pas prendre de décisions sans en avoir mesuré auparavant les conséquences possibles.**

Le 24 mars 2009 a été un jour de protestation des professionnels de la santé et des patients contre la baisse des tarifs d'analyses des laboratoires médicaux. Cette décision inacceptable, tant sur la forme que sur le fond, engage l'avenir de la médecine de proximité. Un avenir sur lequel nous devons urgemment rétablir le dialogue.

Face à l'explosion des coûts de la santé et des primes d'assurance-maladie, nous ne pouvons qu'approuver l'examen périodique des prestations médicales. Mais la baisse des tarifs d'analyses, telle que le Département fédéral de l'intérieur (DFI) voudrait l'imposer dès le 1<sup>er</sup> juillet, remet en question la pratique actuelle de la médecine en cabinet, pierre angulaire d'un système de santé efficace et accessible.

Sur la forme, la démarche des services de M. Couchepin est pour le moins peu transparente: pourquoi mandater des experts pour ensuite ignorer leurs conclusions? Et comment, à l'ombre des bureaux, les tarifs d'analyses ont-ils été calculés? Les calculs se fondent, semble-t-il, sur des moyennes théoriques. Pourtant, comme le dit le proverbe, «on ne soigne pas tous les malades avec les mêmes remèdes!» Ce qui est clair, en revanche, c'est l'absence totale de dialogue. De la très brève consultation sur son projet, le DFI n'a retenu ni l'opposition des professionnels de la santé ni les propositions alternatives<sup>2</sup>. La décision s'est prise par voie d'ordonnance, donc sans débat parlementaire. Ce n'est sans doute pas un hasard si la commission de gestion du Conseil national a décidé d'en-

quêter sur les fondements de cette décision.

Sur le fond aussi, la décision du DFI pose problème. Du point de vue économique, il s'agit au mieux d'un emplâtre sur une jambe de bois: les coûts des laboratoires de cabinet seront transférés ailleurs. Et au pire, le poison est dans le remède: faute de couverture des coûts, la disparition des laboratoires de cabinet – et, avec elle, l'impossibilité d'obtenir les résultats sur place – entraînera des consultations supplémen-

taires et des hospitalisations inutiles<sup>3</sup>. Où sont les économies? Du point de vue médical et humain, cette décision ne tient pas davantage la route. Aujourd'hui, deux médecins sur trois ont recours à un laboratoire dans leur cabinet. Il s'agit donc d'un outil sûr, efficace et gratifiant de la médecine générale. Quant aux patients, ils apprécient de savoir rapidement ce qu'il en est de leurs symptômes. En outre, si la décision du DFI entre en vigueur, les assistantes médicales ris-

quent de perdre l'intérêt de leur travail, voire leur travail tout court. Toute nouvelle réglementation ne doit pas se faire sur le dos d'un corps professionnel déjà peu valorisé!

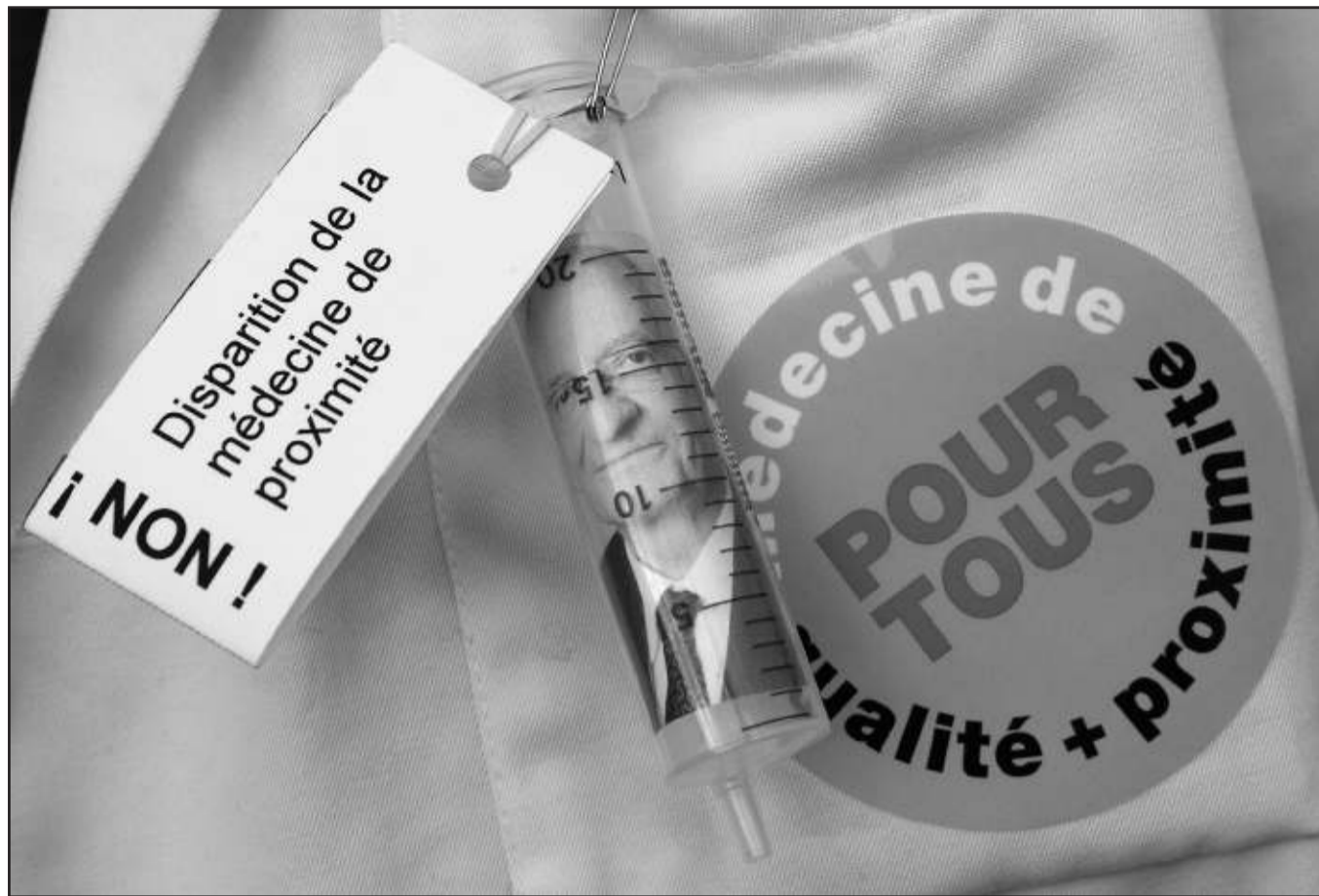
Au-delà des tarifs d'analyses, la décision du DFI pose la question du soutien à la médecine de proximité. A l'heure où la relève des médecins généralistes fait défaut<sup>4</sup>, à l'heure où l'on vit plus longtemps – et c'est tant mieux –, il nous faut trouver une solution politique pour garder le médecin au milieu du

village! La commission de la santé des Etats examinera tout prochainement une motion socialiste, déjà acceptée par le national, qui demande au Conseil fédéral une stratégie globale pour renforcer les médecins de famille. Et le Grand Conseil genevois vient d'adopter une résolution qui va dans le même sens. Le dialogue doit se nouer entre tous les partenaires: autorités politiques, professionnelles et patients. Concernant les tarifs d'analyses, le DFI doit suspendre sa décision, la situa-

tion être clarifiée et le débat public avoir lieu. Des discussions qui ne pourront se faire sans mettre à plat tous les problèmes de notre système de santé. Economiser, oui, dans la mesure du possible, mais en garantissant un accès universel à des soins de qualité! Dans la foulée, il faudra sans doute aussi reconsidérer les différences considérables de gain entre médecins généralistes et certains spécialistes, mais aussi avec les autres professions de la santé, ou encore le nombre d'appareils de haute technologie.

Sacha Guitry écrivait: «Il y a des médecins pour soigner le cœur, des médecins pour soigner les dents, des médecins pour soigner le foie, mais qui soigne le malade?» C'est la médecine générale, qui soigne la personne dans sa totalité. Elle est, en cela, profondément humaine, et donc irremplaçable. Pas question, par conséquent, de prendre des décisions qui l'influencent sans en mesurer, ensemble, tous les effets collatéraux!

LILIANE MAURY PASQUIER, conseillère aux Etats (GE)



Badges accrochés à la blouse d'un médecin qui manifestait, le 24 mars dernier, à Genève, en signe de protestation contre la baisse des tarifs des analyses de laboratoire. KEYSTONE

<sup>1</sup>Les experts en question sont ceux de la commission fédérale des analyses, moyens et appareils (CFAMA).

<sup>2</sup>Par exemple, le modèle de coûts suggéré par la FMH, Tarif Point-of-Care, qui propose des tarifs calculés selon des critères d'économie d'entreprise.

<sup>3</sup>Sans oublier que l'externalisation à un autre laboratoire pousse le médecin à demander, par confort, toute une batterie de tests et que le fractionnement des analyses – moins cher –, ainsi que la taxe de présence – par patient – pousseront à la multiplication des gestes.

<sup>4</sup>La moitié des médecins généralistes ont plus de 50 ans et un cinquième plus de 60 ans, quand 80% des jeunes embrassent une carrière de spécialiste.

<sup>5</sup>Avant-propos de La Force de guérir d'Edouard Zarifian.

## AUX AMIS D'ISRAËL

**CONFLIT** Antonio Hodgers enjoint les pays amis d'Israël de retrouver leur sens critique et d'avertir ce pays qu'il fait fausse route.

A la suite de mon voyage à Gaza, vous, les amis d'Israël, juifs ou pas, êtes nombreux à m'avoir signifié votre soutien plein et entier à l'intervention militaire d'Israël sur Gaza. «Il fallait répondre aux tirs de roquette», «on ne peut pas parler avec le Hamas», sont les arguments les plus souvent entendus. Soit. Mais, à mon sens, l'amitié ne devrait pas se résumer à un sentiment béat de soutien inconditionnel. D'autant moins en ce qui concerne les Etats. L'amitié réelle implique d'avoir le sens critique nécessaire pour dire à ses amis qu'ils font fausse route quand on les voit s'engouffrer dans une impasse.

Israël a provoqué près de 1300 victimes, dont 430 enfants, à Gaza en trois semaines, dans quelles perspectives? D'une part, loin d'avoir affaibli le Hamas, l'intervention militaire d'Israël a contribué à son renforcement politique et à l'affaiblissement du Fatah. Le ressentiment à l'égard d'Israël est encore monté d'un cran dans tout le Moyen-Orient. D'autre part, tout comme en Palestine, ce sont aussi les partis extrémistes qui ont remporté les élections en Israël. Les guerres nourrissent les extrémistes, c'est bien connu. La société israélienne semble avoir normalisé le discours fasciste au point que cela n'étonne plus personne qu'un personnage comme Avidgor Lieberman, qui regrette ouvertement de ne pas avoir utilisé la bombe atomique contre les Palestiniens, et fasse partie du gouvernement. Israël s'enfoncé dans une logique guerrière qui

peut durer des générations. Il croit pouvoir imposer sa «paix» par la force, mais nous savons qu'il n'y parviendra pas. Ses amis devraient pouvoir le lui dire.

Quelles que soit les interprétations historiques qu'on puisse porter sur ce conflit, dont les raisons sont diverses et complexes, il est indéniable qu'Israël porte une responsabilité fondamentale, celle qui incombe aux puissants. L'armée d'Israël est l'une des plus fortes du monde. Largement soutenue par l'Occident, dont la Suisse, elle a gagné l'ensemble des conflits militaires qu'elle a menés depuis sa création. L'asymétrie du conflit à Gaza fait qu'elle n'a eu aucune perte alors qu'elle infligeait des dommages civils énormes aux Palestiniens. Comme Obama l'a thématiqué: plus la force est grande, plus la responsabilité l'est aussi. Alors que l'ancienne ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni déclarait à ses soldats partant en guerre d'y aller «sauvagement», vous, les amis d'Israël, n'auriez-vous pas dû appeler votre Etat-ami à plus de retenue dans l'usage de sa force? N'auriez-vous pas dû crier votre honte du massacre de civils par centaines?

Amis d'Israël, retrouvez votre sens critique! Dites à Israël que sa sécurité à long terme ne peut passer que par le respect du droit international et le retrait des colonies. N'admettez pas que des enfants soient tués au nom de la lutte contre le terrorisme. Rappelez-lui qu'on ne fait la paix qu'avec ses ennemis, et que le dialogue avec les autorités palestiniennes élues est un préalable. En somme, expliquez à Israël que sa sécurité passe par le droit et la paix et non pas par l'impérialisme et la guerre. Vu le résultat des der-

nières élections, une majorité des Israéliens semble loin de ces perspectives. C'est aussi votre rôle de les leur rappeler.

ANTONIO HODGERS, conseiller national (GE)

## UNE PRISE DE POSITION RIGIDE

**ÉGLISE** Olivier Stoffel interpelle Mgr Bernard Genoud au sujet des récentes déclarations du pape sur le préservatif en Afrique.

Les déclarations du pape Benoît XVI sur l'usage du préservatif lors de sa tournée au Cameroun sont totalement inadmissibles.

Cette prise de position rigide va provoquer des dizaines de milliers de contamination, de décès et d'orphelins.

Elle mine également tous les programmes de lutte contre le sida mis en place en Afrique pour conjurer ce fléau.

La Curie romaine va-t-elle ouvrir un hospice au Vatican pour prendre en charge, soigner et dédommager tous les malheureux qui vont être sacrifiés sur l'hôtel du dogme «fidélité ou abstinence»?

J'ai honte d'être catholique aujourd'hui.

Je vous déclare publiquement aujourd'hui, Monseigneur Bernard Genoud, mon apostasie car je ne puis accepter de participer – même passivement – en votre Eglise à la mise en danger d'hommes, de femmes et d'enfants innocents.

J'espère que d'autres catholiques en feront de même.

OLIVIER STOFFEL, Genève

## LE FÉDÉRALISME A BON DOS

**ENLÈVEMENTS** Fabiano Forte réclame d'Evelyne Widmer-Schlumpf qu'elle soutienne la mise en place d'une «Alerte enlèvement» en Suisse.

Depuis l'entrée en fonction de Madame la conseillère fédérale Evelyne Widmer-Schlumpf, force est de constater que son action est pour le moment convaincante tant dans les actes que dans les décisions et qu'elle a su reprendre en main rapidement les dossiers du Département fédéral de justice et police.

Malheureusement, lors de la dernière session des Chambres fédérales, elle a fait obstacle à la mise en place d'un système «Alerte enlèvement» dans notre pays, en avançant des arguments qu'on peu qualifier de faibles (réponse à l'heure des questions du Conseil national - 09.5178/discussion au Conseil des Etats sur la motion 08.3928), mettant en exergue l'autonomie des cantons et des arguments technocratiques.

En Suisse, la protection et la sécurité des enfants, des jeunes et des adultes doivent-elles s'arrêter aux frontières cantonales?

La réponse est non tant le sujet est de la plus haute importance, et dans ce cas la protection de la population doit aller au-delà des frontières cantonales, car une solution nationale s'impose. Toute argumentation contre un tel projet est perçue comme une excuse bureaucratique et juridique sur la forme. Dans le cas présent, il est incompréhensible de ne pas s'en tenir au fond du problème.

Ainsi, il est temps que M<sup>me</sup> Widmer-Schlumpf présente un calendrier pour la mise en place d'une «Alerte enlèvement» lors de la prochaine réunion (le

3 avril 2009) des directeurs cantonaux de justice et police.

Il incombe à la Confédération de prendre les choses en main et de faire en sorte qu'une solution soit trouvée avant la fin de l'année.

FABIANO FORTE, député, président du PDC, Genève

## ACQUIS SOCIAUX EN PÉRIL

**COMMERCE** Fabrice Chaperon s'insurge contre le souhait de l'Entente de prolonger l'ouverture des magasins en soirée à Genève.

Ainsi donc les partis de l'Entente veulent «donner plus de temps aux consommateurs» en voulant étendre les horaires des magasins jusqu'à 20 heures. Cette démarche houleuse lance la campagne électorale de cet automne. L'Entente se moque des partenaires sociaux (syndicats, Etat) et se fait sa petite pub à moindre coût.

Ce n'est pas du temps qu'il faut donner au consommateur, mais un salaire décent afin de pouvoir se nourrir... Olivier Joriot se gausse de ce que les modifications se feront dans le respect des conventions collectives, conditions déjà violées actuellement...

De plus, avec un salaire d'avocat on peut se permettre de philosopher sur les conditions salariales précaires du personnel de la vente. Cela démontre un total manque de respect envers une population précarisée et attaquée de toutes parts par le patronat et ses laquais. Ne laissons pas filer nos maigres acquis sociaux sans cesse remis en question par une minorité de prédateurs assoiffés de profit!

FABRICE CHAPERON, Bernex (GE)